

Si, pour un appel, le montant total des subventions demandées des projets ayant obtenu un avis favorable est supérieur au montant de subvention total prévu dans l'appel, le département émet un avis sur l'ordre des projets. Cet ordre est déterminé comme suit :

1° l'ordre est déterminé pour 20 % sur la base des frais de projet acceptés par travailleur étant repris dans le potentiel dans le cadre d'un transfert modal ;

2° l'ordre est déterminé pour 30 % sur la base du pourcentage de transfert modal attendu. Le pourcentage de transfert modal est obtenu en comparant la répartition modale actuelle telle que déclarée par le soumissionnaire de projet avec les résultats de la détermination du potentiel visée à l'article 13 ;

3° l'ordre est déterminé pour 50 % sur la base de la justification du contenu, plus précisément :

a) l'exhaustivité du dossier en termes de contenu et sa qualité ;

b) la mesure dans laquelle le dossier contribue à la politique de mobilité au niveau flamand en général et au niveau de la région de transport en question ;

c) la mesure dans laquelle il répond à l'objectif stratégique de l'appel à projets en particulier.

Le ministre fixe la méthode de détermination de l'ordre.

Le département transmet au ministre son avis sur les projets déclarés recevables et, le cas échéant, sur l'ordre des projets.

Le ministre statue, sur la base de l'avis du département, sur l'approbation et, le cas échéant, sur l'ordre des projets. Moyennant motivation, le ministre peut déroger à l'avis proposé. ».

Art. 9. À l'article 20, alinéa premier, du même arrêté, les mots « la Division de la Politique du Département » sont remplacés par les mots « le département ».

Art. 10. À l'article 22, alinéa premier, du même arrêté, les mots « de la commission accompagnatrice » sont remplacés par les mots « du département ».

Art. 11. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Le département décide du paiement de la deuxième tranche, visée à l'article 22, sur la base de l'avis du Point de mobilité provincial.

Le département peut déroger à l'avis visé à l'alinéa premier. ».

Art. 12. À l'article 25 du même arrêté les mots « la Division de la Politique du » sont remplacés par les mots « le département ».

Art. 13. À l'article 26, alinéa deux, du même arrêté, les mots « à la Division de la Politique du » sont remplacés par les mots « au département ».

Art. 14. Le ministre flamand qui a la politique de mobilité générale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 septembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2021/22052]

30 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté ministériel portant délégation de pouvoir aux fonctionnaires dirigeants d'Innoviris en raison de la crise du COVID-19

La Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Transition économique et de la Recherche scientifique,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ;

Vu l'ordonnance du 26 juin 2003 portant création d'Innoviris telle que modifiée par les articles 33 et 34 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation par l'octroi d'aides affectées à des finalités économiques en faveur des entreprises et des organismes de recherche assimilés à des entreprises ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation par l'octroi d'aides affectées à des finalités économiques en faveur des entreprises et des organismes de recherche assimilés à des entreprises, notamment son article 8 ;

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant à promouvoir la recherche, le développement et l'innovation par l'octroi d'aides à finalité non économique en faveur des organisations non marchandes, des organismes de recherche et des entreprises, notamment son article 7 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2021/22052]

30 SEPTEMBER 2021. — Ministerieel besluit houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidende ambtenaren van Innoviris wegens de COVID-19-crisis

De Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Economische transitie en Wetenschappelijk onderzoek,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de ordonnantie van 26 juni 2003 houdende de oprichting van Innoviris zoals gewijzigd bij artikel 33 en 34 van de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met economische finaliteit ten voordele van ondernemingen en onderzoeksorganisaties gelijkgesteld met ondernemingen;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met economische finaliteit ten voordele van ondernemingen en onderzoeksorganisaties gelijkgesteld met ondernemingen, in het bijzonder artikel 8;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 ter bevordering van onderzoek, ontwikkeling en innovatie door de toekenning van steun met niet-economische finaliteit ten voordele van non-profitorganisaties, onderzoeksorganisaties en ondernemingen, in het bijzonder artikel 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5, 14° modifié par (i) l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 novembre 2001 et par (ii) l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juin 2011, et l'article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 2019 fixant les compétences de la Secrétaire d'Etat adjointe au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 27 septembre 2021;

Considérant que le Ministre fonctionnellement compétent peut déléguer certaines de ses attributions aux fonctionnaires dirigeants et peut autoriser ces agents à les sous-déléguer ;

Considérant que les mesures prises pour limiter la propagation du COVID-19 dans la population, en particulier les mesures dites "de distanciation sociale" sont de nature à ralentir – voire à paralyser – les activités, en ce compris les activités de recherche ;

Qu'il convient d'adapter les délais prévus dans les conventions d'octroi d'aide afin de rencontrer cette réalité ;

Que cette adaptation peut, sous certaines restrictions, être confiée aux fonctionnaires dirigeants d'Innoviris,

Arrête :

I. Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- a. Innoviris : l'Institut bruxellois pour la recherche et l'innovation ;
- b. le Ministre : la Secrétaire d'Etat chargée de la Recherche scientifique ;
- c. les fonctionnaires dirigeants : le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint d'Innoviris

II. Avenants de prolongation aux conventions d'octroi d'aide

Art. 2. Pour la décision d'octroyer ou de refuser une prolongation des périodes de développement et d'exécution des projets financés par des aides en application de l'ordonnance du 26 juin 2003 portant création d'Innoviris, ainsi que pour la correspondance relative à ces opérations, délégation de compétences et de signature est accordée conjointement aux fonctionnaires dirigeants, pour les aides excédant 100.000 euros.

Art. 3. Les conditions d'octroi de la prolongation pour laquelle délégation est accordée à l'article 2 sont les suivantes :

- le bénéficiaire de l'aide déclare que les délais sont dus à la crise COVID-19 et le justifie ;
- le bénéficiaire de l'aide dépose auprès d'Innoviris une demande écrite au plus tard le 15 novembre 2021 ;
- la prolongation ne peut excéder 6 mois ;
- la décision de prolongation peut comporter une ventilation de montants entre rubriques liées à la prolongation ;
- la décision de prolongation ne peut comporter une modification de contenu du programme ni une augmentation du montant de l'aide ;
- le conseiller scientifique d'Innoviris en charge du projet a émis un avis selon lequel la progression du projet, abstraction faite du délai dû à la crise du COVID-19, est acceptable.

Art. 4. Les fonctionnaires dirigeants utilisant la compétence déléguée par application de l'article 2 font précéder la mention de leur grade et leur signature de la formule « Au nom de la secrétaire d'Etat ».

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, 14° gewijzigd bij (i) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 november 2001 en bij (ii) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 juni 2011, en artikel 10;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 juli 2019 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor klimaattransitie, leefmilieu, energie en participatieve democratie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 27 september 2021;

Overwegende dat de functioneel bevoegde Minister bepaalde bevoegdheden kan overdragen aan de leidende ambtenaren en machtiging kan geven aan deze ambtenaren om deze verder over te dragen;

Overwegende dat de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van COVID-19 onder de bevolking te beperken, met name de zogenoemde "sociale afstandsmaatregelen", de activiteiten, met inbegrip van onderzoeksactiviteiten, kunnen vertragen of zelfs verlammen;

Dat de termijnen in de overeenkomsten voor de toekenning van steun moeten worden aangepast aan deze realiteit;

Dat deze aanpassing, onder bepaalde beperkingen, kan worden toevertrouwd aan de leidende ambtenaren van Innoviris,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- a. Innoviris : het Brussels Instituut voor onderzoek en innovatie;
- b. de Minister : de staatssecretaris belast met Wetenschappelijk onderzoek;
- c. de leidende ambtenaren: de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar van Innoviris

II. Addenda voor de verlenging van overeenkomsten voor de toekenning van steun

Art. 2. Voor de beslissing tot toekenning of weigering van een verlenging van de ontwikkelings- en uitvoeringstermijnen van projecten gefinancierd met steun in toepassing van de ordonnantie van 26 juni 2003 tot oprichting van Innoviris, alsmede voor de briefwisseling met betrekking tot deze verrichtingen, wordt delegatie van bevoegdheden en van ondertekening gezamenlijk verleend aan de leidende ambtenaren, voor steunbedragen van meer dan 100.000 euro.

Art. 3. De voorwaarden voor het verlenen van de verlenging waarvoor in artikel 2 delegatie wordt verleend, zijn de volgende:

- de begunstigde van de steun verklaart dat de vertragingen te wijten zijn aan de COVID-19-crisis en rechtvaardigt dit;
- de begunstigde van de steun moet uiterlijk op 15 november 2021 een schriftelijk verzoek hiertoe bij Innoviris indienen;
- de verlenging mag niet meer dan 6 maanden bedragen;
- de beslissing tot verlenging kan een uitsplitsing van de bedragen over de rubrieken in verband met de verlenging bevatten;
- de beslissing tot verlenging mag geen wijziging van de inhoud van het programma of een verhoging van het steunbedrag inhouden;
- de wetenschappelijk adviseur van Innoviris die met het project is belast heeft een advies gegeven volgens hetwelk de voortgang van het project, afgezien van de vertraging als gevolg van de COVID-19-crisis, aanvaardbaar is.

Art. 4. De leidende ambtenaren die gebruik maken van de gedelegeerde bevoegdheid in toepassing van artikel 2 plaatsen voor de vermelding van hun graad en hun handtekening de formule « Namens de Staatssecretaris ».

III. Subdélégations

Art. 5. Après approbation préalable du Ministre, les fonctionnaires dirigeants peuvent subdéléguer conjointement les pouvoirs mentionnés dans le présent arrêté aux membres du personnel soumis à leur autorité hiérarchique. La subdélégation a lieu par le biais d'un acte écrit qui est préalablement soumis au Ministre pour approbation.

Art. 6. Les membres du personnel utilisant la compétence déléguée par application de l'article 5 font précéder la mention de leur grade et leur signature de la formule « Au nom de la secrétaire d'Etat ».

Art. 7. Le Ministre peut évoquer un dossier qui, en vertu du présent arrêté, entre dans les compétences déléguées.

Il peut définir des lignes de conduite pour l'usage des compétences déléguées ou retirer tout ou partie de la délégation.

IV. Dispositions finales

Art. 8. Copie du présent arrêté est notifiée à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances et aux fonctionnaires dirigeants d'Innoviris.

Innoviris est chargé de la communication sur son site internet des dispositions du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 septembre 2021.

La Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, en charge de la Transition économique et de la Recherche Scientifique,

B. TRACHTE

III. Subdelegaties

Art. 5. Na voorafgaande goedkeuring door de Minister, kunnen de leidende ambtenaren de in dit besluit genoemde bevoegdheden gezamenlijk subdelegeren aan personeelsleden die onder hun hiërarchisch gezag vallen. De subdelegatie geschiedt door middel van een schriftelijke handeling die voorafgaandelijk ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd.

Art. 6. De personeelsleden die gebruik maken van de gedelegeerde bevoegdheid in toepassing van artikel 5 plaatsen voor de vermelding van hun graad en hun handtekening de formule « Namens de Staatsecretaris ».

Art. 7. De Minister kan zich een dossier eigen maken die op grond van dit besluit onder de gedelegeerde bevoegdheden valt.

Hij kan rechtsnoeren vaststellen voor het gebruik van de gedelegeerde bevoegdheden of de delegatie geheel of gedeeltelijk intrekken.

IV. Slotbepalingen

Art. 8. Een kopie van dit besluit zal worden betekend aan het Rekenhof, aan de Inspectie van Financiën en aan de leidende ambtenaren van Innoviris.

Innoviris is belast met de communicatie van de bepalingen van dit besluit op haar website.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag volgende op die van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 30 september 2021.

De Staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Economische Transitie en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. TRACHTE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2021/33380]

Police fédérale. — Commissionnement dans une fonction supérieure (fonction à mandat)

Par décision du Commissaire général du 31 août 2021, le commissionnement temporaire de Mme la première conseillère Dominique VAN RYCKEGHEM dans la fonction supérieure de directeur général de la direction générale de la gestion des ressources et de l'information de la Police Fédérale est prolongé à partir du 1^{er} octobre 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/41753]

Autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage en application de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière

Par arrêté du 2 avril 2021, l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage, personne physique, accordée à Monsieur VAN DEN BRIL Alain, sous la dénomination commerciale ECM GARDIENNAGE dont le numéro d'entreprise est 0762.058.031.

L'autorisation porte sur les activités de:

-- gardiennage statique de biens mobiliers ou immobiliers, en ce compris des activités de gardiennage statique exercées dans des endroits où aucun autre agent de gardiennage ou tiers n'est censé être présent;

- inspection de magasin;
- gardiennage d'événements;

-- surveillance et contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité dans des lieux accessibles ou non au public, tel que visés à l'article 3, 13° de la loi du 2 octobre 2017.

Ces activités s'effectuent sans arme.

L'autorisation est délivrée pour une période de cinq ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/33380]

Federale Politie. — Aanstelling in een hoger ambt (mandaatfunctie)

Bij beslissing van de Commissaris-generaal van 31 augustus 2021 wordt de tijdelijke aanstelling van Mevr. eerste adviseur Dominique VAN RYCKEGHEM, in het hoger ambt van directeur-generaal van de algemene directie van het middelenbeheer en de informatie van de Federale Politie verlengd vanaf 1 oktober 2021.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/41753]

Vergunning voor het exploiteren van een bewakingsonderneming in toepassing van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Bij besluit van 2 april 2021 wordt de vergunning voor het exploiteren van een bewakingsonderneming, natuurlijk persoon, verleend aan de heer VAN DEN BRIL Alain, onder de handelsbenaming ECM GARDIENNAGE, met ondernemingsnummer 0762.058.031.

Deze vergunning heeft betrekking op het uitoefenen van activiteiten bestaande uit:

-- statische bewaking van roerende of onroerende goederen met inbegrip van statische bewakingsactiviteiten op plaatsen waar er geen andere bewakingsagent of derden geacht worden aanwezig te zijn;

- winkelinspectie;
- evenementenbewaking;

-- toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op al dan niet publiek toegankelijke plaatsen, zoals bedoeld in artikel 3, 13° van de wet van 2 oktober 2017.

Deze activiteiten worden ongewapend uitgeoefend.

De vergunning wordt verleend voor een termijn van vijf jaar.